



Liberté • Egalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA RÉGION
HAUTS-DE-FRANCE

Direction régionale
de l'environnement,
de l'aménagement
et du logement
Hauts-de-France

Service
Information, Développement
Durable et Évaluation
Environnementale

Décision d'examen au cas par cas n° 2017-1619
en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement

Le Préfet de la région Hauts-de-France
Officier de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'Ordre National du Mérite

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement, notamment les articles L. 122-1, R.122-2 et R. 122-3 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret du 21 avril 2016, nommant M. Michel Lalande, Préfet de la région Hauts-de-France ;

Vu l'arrêté préfectoral du 26 octobre 2016 donnant délégation de signature en matière d'évaluation environnementale des projets à M. Vincent Motyka, Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France;

Vu l'arrêté ministériel en date du 12 janvier 2017 fixant le modèle du formulaire de la « demande d'examen au cas par cas » en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement ;

Vu le formulaire d'examen au cas par cas n° 2017-1619 déposé par la société Parcolog Gestion, reçu complet le 6 avril 2017, relatif à un projet de création d'une plateforme logistique sur la commune de Rouvroy dans le département du Pas-de-Calais ;

L'agence régionale de santé Hauts-de-France ayant été consultée en date du 7 avril 2017 ;

Considérant la nature du projet qui consiste à construire un bâtiment à usage de stockage et de bureaux sur un terrain situé dans la zone d'activités de la Chênaie, sur la commune de Rouvroy ;

Considérant que le projet relève des rubriques 1° (installations classées pour la protection de l'environnement) et 39° (travaux, constructions et opérations d'aménagement) du tableau annexé à l'article R.122-2 du code de l'environnement qui le soumettent à examen au cas par cas ;

Considérant la localisation de la plateforme logistique dans une zone d'activités existante, sur un terrain partiellement cultivé et en friche;

Considérant la faible incidence du projet sur les espaces naturels et la biodiversité ;

Considérant que le projet se situe au sein d'un paysage ouvert et à distance de tous monuments historiques et sites inscrits et qu'il prévoit un aménagement paysager pour assurer son insertion ;

Considérant les impacts potentiels liés à l'activité logistique ;

Considérant que les mesures préventives prises par l'exploitant (mesures constructives, équipements de protection et de lutte contre l'incendie, notamment) permettront d'éviter des incidences négatives notables sur l'environnement ;

Considérant qu'il n'existe pas d'autre enjeu environnemental significatif ;

DÉCIDE

Article 1^{er} :

Le projet de création d'une plateforme logistique sur la commune de Rouvroy, déposé par la société Parcolog Gestion, n'est pas soumis à étude d'impact, en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement.

Article 2 :

La présente décision, délivrée en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Article 3 :

Le Secrétaire général pour les affaires régionales et le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Hauts-de-France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée sur le site Internet de la DREAL Hauts-de-France.

Fait à Lille, le **03 MAI 2017**

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur régional de l'environnement,
de l'aménagement et du logement,
Le Directeur régional adjoint

Yann GOURIO

Voies et délais de recours

1. Décision imposant la réalisation d'une étude d'impact

Recours administratif préalable obligatoire, sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux :

Préfecture de la région Hauts-de-France

12 rue Jean-Sans-Peur – 59800 LILLE

(Formé dans le délai de deux mois suivant la mise en ligne de la décision)

Recours gracieux, hiérarchique et contentieux, dans les conditions de droit commun, ci-après.

2. Décision dispensant le projet d'étude d'impact

Recours gracieux :

DREAL Hauts-de-France

44 rue de Tournai - CS 40259 - 59019 LILLE CEDEX

(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

Recours hiérarchique :

Ministère de l'Écologie, du Développement Durable et de l'Énergie

Tour Pascal et Tour Sequoia A et B - 92055 La Défense CEDEX

(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

Recours contentieux :

Tribunal administratif de Lille

5 rue Geoffroy Saint-Hilaire - CS 62039 - 59014 LILLE CEDEX

(Délai de deux mois à compter de la notification/publication de la décision ou bien de deux mois à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique).

